Michel-Edouard Leclerc : « Je dénonce l'émergence d'un courant pro-inflation »

23/11/2010 à 6h00

Le patron des hypermarchés Leclerc, leader du marché hexagonal, moque les élites qui vantent les mérites d'une hausse des prix, alors que le pouvoir d'achat des Français va se dégrader.

Vous avez récemment dénoncé les hausses de tarifs que vous présentent les fournisseurs de l'agro-alimentaire. Ils ont démenti vos chiffres. Qu'en est-il ?

Jean-René Buisson, le président de leur association, l'Ania (Association Nationale des Industries Alimentaires), n'a pas démenti mes chiffres. Il a dit que « *au final, l'impact sera beaucoup plus faible* ».

Nous ne sommes qu'au début des négociations. Les hausses qui nous ont été soumises, se situent bien entre 5% et 19%. Elles sont en moyenne de 8,26% dans les rayons alimentaires.

Je répète que Leclerc ne fera de la discrimination positive que sur les seuls produits d'origine agricole. Notre groupement ne s'opposera pas aux hausses de tarifs liés à des accords inter-professionnels ou à des hausses de matières premières. Mais ce sera à deux conditions : la première est qu'une clause stipule une réduction de tarifs en cas de retournement du marché ; la seconde est que cette hausse profite bien aux agriculteurs et non aux seules multinationales. Nous le vérifierons.

Pour autant, fallait-il agiter le chiffon rouge de l'inflation ?

> ***Je veux dénoncer l'émergence d'un courant pro-inflation. Il est porté par les groupes industriels de produits de grande consommation qui réclament des hausses de tarifs. Il est aussi soutenu par les analystes qui y voient une manière de détruire de la dette et de la faire porter par les consommateurs. C'est absolument incroyable de voir combien de banques se risquent à dire qu'on « pourrait aller jusqu'à 5% d'inflation ».***

En gros, elles estiment que les consommateurs pourraient l'avaler ! Même Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, dit qu'il vaut mieux de l'inflation que de la déflation ! Chez les élites, il y a une alliance objective sur ce thème. Je refuse que les centres E. Leclerc se prêtent à ce jeu.

Nous, les distributeurs, avons gagné la bataille de l'inflation. En deux ans, nous l'avons fait chuter de 5% à 0% dans nos magasins. Nous avons mobilisé nos capacités de négociation auprès de nos fournisseurs grâce à la loi de Modernisation de l'économie et développé nos propres marques et nos promotions. Nous ne gâcherons pas cela. Car il ne faut pas perdre la confiance acquise auprès de nos clients.

Vous voilà posé en sauveur des grands équilibres macroéconomiques !

Et bien, si on désigne Leclerc comme fauteur ou comme contributeur à l'inflation, il faut aussi lui reconnaître un rôle positif en la matière ! Car le débat sur le pouvoir d'achat va revenir.

> ***Les salaires ne progressent pas. Il n'y a aucune perspective d'amélioration des allocations publiques. Et les ponctions fiscales et les déremboursements de médicaments entraîneront une dégradation du pouvoir d'achat effectif des Français. Nous l'avons calculé avec les consultants du Bipe, une***

> ***société d'études économiques et de conseil en stratégie. Déjà l'Insee revient sur ses prévisions. Tout laisse penser que l'évolution du pouvoir d'achat sera négative, probablement dès fin 2010 et, dans tous les cas, en 2011.***

Comment réagissez-vous à la nomination de Frédéric Lefebvre au secrétariat d'État au Commerce ?'

Wait and See. L'homme est très actif. C'est un proche de Nicolas Sarkozy. Il a été très présent lors de l'élaboration de la loi de modernisation de l'économie. Mais comment va-t-il faire pour jongler entre le commerce, l'artisanat, les petites et moyennes entreprises, le tourisme, les services, les professions libérales et la consommation ?

Si il ne s'occupe de la consommation, ne serait-ce que d'une once, ce sera déjà fort bien ! Car, son costume d'Arlequin est fait de plusieurs matières et de plusieurs couleurs très contrastées. Comment va-t-il arbitrer entre les pharmaciens et les tenants du prix libre du médicament, par exemple ? La question est de savoir si ce gouvernement est un gouvernement de modernes ou s'il va se replier sur l'électorat traditionnel et corporatiste de l'UMP.

La Tribune